Pierre-Alain Weill 2017

Paris 16e Esprit d'entreprendre et solidarité

THOMAS LAURET Suppléant







Réussir le quinquennat en l'ancrant à gauche pour plus de justice sociale.

Je suis candidat aux législatives dans le 16e arrondissement, la 14e circonscription de Paris.

Investi par le parti socialiste, je souhaite rassembler tous les progressistes qui veulent faire avancer notre arrondissement et innover pour faire « battre le cœur de la France ». Chef d'entreprise à Paris, je suis élu conseiller d'opposition du 16e depuis 2014. Je connais bien le 16e, J'y suis né et j'y ai grandi et à mon tour élevé mes deux enfants,

Mon suppléant, Thomas Lauret est directeur d'hôpital et conseiller de Paris et du XVIe. Il est père de 3 filles.



Votre voix compte. Dans le 16e voter pour Pierre-Alain Weill est utile :

- Pour exprimer votre volonté de réussir un quinquennat ancré à gauche pour plus de justice sociale.
- Pour Paris afin de soutenir le travail de la majorité de gauche.

Le député sortant donne une image, qui me semble caricaturale, d'un 16e replié sur lui même et conservateur, qui n'est pas le reflet de la réalité. Après les législatives, les seuls élus d'opposition face à lui resteront vos 3 élus socialistes pour que le 16e valorise l'initiative et l'ouverture d'esprit, il est très important de leur apporter votre soutien en votant pour Pierre-Alain Weill dès le 11 juin.

- Pour rénover un parti socialiste auquel vous restez attaché, parce que chaque voix compte pour le financement des partis et que le PS a besoin de votre vote pour continuer son action pour le progrès social et l'écologie.

Ils soutiennent la candidature de Pierre-Alain Weill

Anne Hidalgo



Matthias Fekl*





Axel Kahn
Directeur de recherche
à l'Inserm

Jean-Yves Mano Président de la CLCV

*gouvernement Cazeneuve

I. Une gauche constructive qui investit dans l'avenir

1/ Investir dans le futur et pour l'emploi

Plan innovation et recherche destiné à l'industrie du futur, l'agro-écologie, l'économie de la mer. Alléger et simplifier les procédures administratives qui freinent l'esprit d'entreprise.

2/ Investir pour la transition écologique et énergétique

investissements écologiques pour la rénovation thermique, le Très Haut Débit, le réseau ferré. mise en oeuvre du « mix énergétique » fixé par la loi de transition énergétique.

3/ Pour le travail et le pouvoir d'achat

Revaloriser de 50 % la prime d'activité créée en 2016. Assurer l'égalité salariale effective entre les femmes et les hommes. Donner accès à l'assurance chômage pour tous (indépendants et artisants).

4/ Maintenir l'éducation 1er budget

Seuil maximum de 25 élèves en CP-CE1-CE2. Porter l'ambition que 60% d'une classe d'âge soit diplômée de l'enseignement supérieur dans les dix années à venir.

5/ Santé

1 500 maisons de santé supplémentaires, prévention des risques de santé avec l'interdiction des pesticides dangereux et des perturbateurs endocriniens. Trouver un meilleur équilibre CSG/cotisations salaires pour gagner en compétitivité. Diminuer la part des complémentaires et des dépassements d'honoraires. Regrouper les minima sociaux sur une allocation unique.

6/ Renforcer la sécurité de proximité et reconnaître le travail des forces de l'ordre

Création de 10 000 postes et à l'augmentation de 20 % des crédits de fonctionnement de la police et de la gendarmerie, rétablissement d'une police de proximité.

7/ Conforter les moyens pour la justice

Poursuite des recrutements de magistrats et greffiers ; 15 000 places de prison dans la décennie ; priorité à la justice des mineurs ; politiques de réinsertion et de prévention de la récidive. Renforcement des moyens de contrôle des brigades financières.

8/ Soutenir l'autonomie des jeunes

Effort continué pour revaloriser les bourses et construire des logements pour les étudiants.

9/ Agir pour nos ainés

Minimum vieillesse revalorisé et APA augmentée ; maintien à domicile favorisé avec un crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation des logements. Poursuite de l'aide aux aidants et aux familles par la création d'une allocation spécifique.

16^e



10/ Inclure les personnes en situation de handicap

Revalorisation de l'allocation adulte handicapé ; meilleure prise en charge de l'autisme.

11/ Etendre la Sécurité sociale professionnelle

Compte personnel d'activité (CPA) étendu. Investissement massif dans une formation mieux adaptée pour les jeunes et les demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés.

12/ Développer tous les territoires et les services publics

Plus de justice sociale dans les impôts locaux et maintien des dotations pour les collectivités locales afin qu'elles investissent et garantissent les services de proximité.

13/ Pour la démocratie

Encourager la diversité des formes de consultation des citoyens, participation citoyenne à l'élaboration de la loi par l'usage du numérique. Droit de vote aux étrangers non communautaires pour les élections locales.

14/ Pour investir en France, il faut réinvestir le projet européen. L'Europe doit être plus puissante, plus sociale et plus démocratique

Réviser la directive sur les travailleurs détachés pour lutter contre le dumping social ; engagement d'une initiative de la France pour l'indépendance énergétique de l'Europe ; gouvernance économique de la zone euro ; lutte contre l'optimisation et l'évasion fiscales par une taxe sur les multinationales.

II. Une gauche vigilante qui vous protège

15/ Défendre le dialogue social et les droits des salariés

Pas de recours aux ordonnances et pas de recul des droits des salariés sur le code du travail et respect des partenaires sociaux et du Parlement.

16/ Défendre le compte pénibilité

et les droits de chacun à la retraite en prenant en compte les carrières longues, les périodes d'interruption professionnelle et la situation des femmes.

17/ Défendre la justice fiscale

Poursuite de la baisse de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et les classes moyennes. Conserver l'ISF pour les plus riches. Lutte contre les paradis fiscaux. Prélèvement à la source.

18/ Défendre la moralisation de la vie publique mise en oeuvre depuis 2012 Pas plus de trois mandats successifs pour les parlementaires et les responsables d'exécutifs locaux.

19/ Défendre la culture

Garantir le socle de 1% du budget de l'Etat à chaque loi de finances

20/ Défendre la laïcité

Respect intransigeant de la loi de 1905

21/ Défendre les engagements de la COP 21

Ainsi que les lois de transition énergétique et sur la biodiversité.

22/ Défendre le juste échange

Les traités commerciaux devront respecter les normes sanitaires, sociales, environnementales de l'Europe (refus du TAFTA, réécriture du CETA).